

L'urgence de réelles réponses aux attentes sociales

La liste des concessions faites par le gouvernement au patronat, déjà bénéficiaire de 20 Mds d'€ de cadeau fiscal sans contrepartie, s'allonge de jour en jour : exonération de la contribution à la taxe climat énergie pour les transporteurs, éco taxe poids lourds renvoyée sine die sous la pression des patrons routiers et de l'agroalimentaire alors qu'elle devait contribuer à financer le développement du transport fret ou fluvial, moins cher et moins polluant, et incitait les sites de productions à être proches des lieux d'élevages ; oreille attentive aux dirigeants du football français « inquiets » de la mise en œuvre de la taxation à 75 % des hauts revenus...

Force est de constater que les salariés bretons de Doux ou Gad ne font pas l'objet de la même attention du gouvernement, pas plus que tous les salariés victimes des plans sociaux chez Alcatel, Sanofi, ou d'une intensification du travail liée aux suppressions d'emplois comme à la Poste ou à FT/Orange.

La succession d'exonérations faites au nom du maintien de l'emploi ne cesse d'augmenter le nombre de chômeurs, y compris très qualifiés, et de salariés pauvres. Et conscient de la brèche ouverte, le Medef en réclame évidemment toujours plus.

Face aux manipulations de tous ordres, visant à diviser les salariés selon qu'ils sont plus ou moins bien lotis, la CGT réaffirme l'enjeu pour le monde du travail de se rassembler et de se mobiliser pour une autre répartition des richesses créées par le travail.

Alors oui, la CGT est aux cotés de tous ceux qui agissent aujourd'hui pour reconstruire une société solidaire, maintenir et développer les activités industrielles, les services publics et les emplois correspondants, pour des augmentations de salaire, et des conditions de travail décentes.



Branche Poste

Colère à l'Enseigne !

Comment interpréter la logique de la note relative à la prime annuelle d'entretien des gilets des guichetiers la fixant à 3,5 € ? Le mépris a donc un coût ! Et à l'Enseigne, la colère s'installe. Avec ce type d'annonces, comment ne pas voir une atteinte de plus dans la cohésion des collectifs de travail ? La conscience professionnelle et le réel investissement individuel en faveur du service public cimentent les relations entre directeurs-trices, adjoint(e)s, guichetiers. Jusqu'à quand ?

Dans cette rentrée et particulièrement le 10 septembre, les chiffres de grève avaient été révélateurs d'un climat pesant à l'Enseigne. Au-delà de l'aspect dérisoire de cette note, la CGT exige que les questions de santé et de sécurité au travail soient enfin prises en compte sérieusement à l'Enseigne comme dans les autres métiers de la Poste.

Soyons force de propositions !

Si la stratégie des Services Financiers continue d'interroger, l'absence d'annonce ne doit pas conduire au silence. Les cadres commerciaux souhaitent construire leurs parcours professionnels dans une activité pérenne et stabilisée. Or la Direction Commerciale Bancaire n'offre ni l'un, ni l'autre ! Par ailleurs, lors de réunions d'échanges sur le développement de l'entreprise, il a été constaté que le recrutement de conseillers supplémentaires et le renforcement de l'investissement commercial amène un Produit Net Bancaire plus fort !

La CGT fait le lien entre ces 2 questions car elles démontrent la nécessité de la prise en compte de la part contributive des cadres, levier du développement économique et du service public.

Branche Télécoms

Ambition démesurée !

Le président d'Orange a une marotte : il veut une entreprise à dimension européenne, avec l'objectif de n'avoir que quelques opérateurs mastodontes sur le continent.

Mais le président de l'Arcep, dans Les Echos, a rappelé qu'aux Etats Unis, ce type de regroupement a eu pour conséquence la perte de 500 000 emplois dans le secteur et des prix deux à trois fois plus élevés pour le consommateur.

Ce n'est pas la CGT qui le dit !

Avec un opérateur paneuropéen, c'est l'ensemble des métiers « non adhérents » au terrain (marketing, pilotage, supervision, ...) qui seront délocalisés !

La CGT prône la coopération entre les opérateurs pour répondre aux besoins de la population et développer l'emploi et le progrès social dans chaque pays.

Second tour élections CA FT/ Orange : deuxième chance pour les cadres !

Aux élections du Conseil d'Administration d'Orange, la CGT confirme sa première place chez les employés et devient la 3ème chez les cadres.

Au 1er tour de ces élections, Ghislaine COINAUD avec 33,16% est réélue en tant qu'administratrice salariée CGT.

La participation historiquement faible (51,9%) dans les deux collèges (cadres et non cadres), la mise en œuvre du vote électronique, démontre la perception des salariés d'un CA éloigné de leurs préoccupations, et l'urgence de plus de démocratie au sein du Conseil d'Administration avec de nouveaux droits pour les élus des salariés.

En votant CGT au 2ème tour, du 12 au 15 novembre, les cadres peuvent transformer le désaveu à la stratégie imposée par les actionnaires en exigence d'autres choix pour l'entreprise.

Échos

La vérité sur la caisse noire !

Le procès des dirigeants de l'UIMM fait la une de l'actualité. Alors que les dirigeants patronaux ont été envoyés en correctionnelle, on assiste à une opération visant à transférer le problème vers les organisations syndicales de salariés.

La CGT souhaite que la justice détermine les montants exacts et les bénéficiaires de ce financement illégal. La lumière doit également être faite sur les 600M€ ponctionnés dans les entreprises et qui auraient servi de caisse antigrève pour le patronat. Enfin, la restitution de ces sommes et la lourde condamnation de ces « bandits » est un préalable à un assainissement de l'image du « Dialogue social ». Les autres signaux attendus par la CGT seraient la relaxe des « 5 de Roanne » et le vote d'une amnistie concernant l'activité syndicale.

Social

Pauvreté : l'intolérable est atteint !

Selon une étude de l'Observatoire des Inégalités, la hausse du nombre de personnes pauvres en France s'accélère, leur part dans la population est passée de 13% à 14,4% entre 2008 et 2011. Aujourd'hui, un peu plus de 8,8 millions de citoyens vivent avec moins de 60% du revenu médian (977 € pour une personne seule et 2052 € pour un couple avec 2 enfants). Cinq millions n'atteignent pas la moitié de ce niveau de ressources.

Tous ne sont pas des chômeurs, pas moins de 1,9 million de personnes vivant sous le seuil des 60% du revenu médian exercent une activité. Majoritairement féminine (53%) la population pauvre vit à 57% dans les grandes villes.

Les moins de 30 ans sont particulièrement touchés, 10% des 20/29 ans et 1,7 million d'enfants et d'adolescents sont pauvres ! Il est urgent d'endiguer cette spirale insupportable !

CICE : vains milliards ...

Depuis des lustres, les entreprises bénéficient d'aides, d'exonérations de cotisations sociales, de niches fiscales, tout cela au nom de l'emploi. Résultat : le chômage n'a cessé d'augmenter ! En toute logique « shaddock », avec le "Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi" il s'agit donc d'accélérer ce qui ne fonctionne pas ! Pourtant, la Cour des Comptes s'est déjà inquiétée du dévoiement du Crédit Impôt Recherche à des fins d'optimisation fiscale.

Mais Hollande confirme la mise en place de la plus importante niche fiscale jamais mise en place qu'est le CICE. Doté à terme de 20 milliards d'euros, il est accordé sans aucune contrepartie.

Il n'est pas acceptable que l'argent public soit dilapidé, au profit des faiseurs de crise !

International

Non Européen à l'austérité

60 000 manifestants ont défilé au Portugal, à l'appel de la CGTP, contre les nouvelles mesures d'austérité annoncées par leur gouvernement: baisses de salaires, coupes de près de 10% sur les pensions et des départs à la retraite reculés de 65 à 66 ans. La CGTP a organisé ces manifestations contre « l'appauvrissement des travailleurs ».

Une grève générale est prévue en novembre.

Des dizaines de milliers d'Italiens ont manifesté contre le chômage, les coupes budgétaires et des projets gouvernementaux réalisés au détriment du financement des services publics.

La veille, des grèves et des manifestations, à l'appel de syndicats, ont protesté contre la politique de rigueur gouvernementale et son projet de budget pour 2014.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Reconquérir le fret !

Le projet de loi portant réforme du système ferroviaire s'inscrit dans le cadre idéologique d'une libéralisation du rail voulue par Bruxelles qui a déjà fait la preuve de sa nocivité.

Il ne permet pas les investissements indispensables à la rénovation et au développement d'un réseau qui souffre de vétusté.

Pour la CGT, la reconquête du fret ferroviaire est un impératif économique, social et environnemental au même titre que le développement du trafic voyageurs.

La CGT affirme à nouveau son attachement à une entreprise de service public intégrée assurant l'égalité territoriale.

Ainsi, si l'avenir du ferroviaire est l'affaire des cheminots, elle est aussi celle des salariés et des citoyens.

Finances

NATIXIS Horribilis

Natixis, la banque d'investissement filiale du groupe BPCE, a annoncé le 16 octobre la suppression d'environ 700 postes en France d'ici fin 2015, soit plus de 10 % des effectifs de Natixis SA. De source syndicale, 1 000 postes sont menacés.

La direction n'apporte aucune justification économique, alors que Natixis a connu 16 trimestres consécutifs de résultats positifs. Les salariés, responsables de la bonne tenue opérationnelle de Natixis, n'ont pas à être contaminés par la crise des subprimes qui, 5 ans après, continue à cracher son venin toxique.

D'autant plus choquant et inadmissible que cette année, en plus du dividende ordinaire, un dividende exceptionnel, pour une somme totale de 2 milliards d'euros, a été versé aux actionnaires !

Finances, ça se dégrade !

Un document de la médecine préventive des branches des Finances Publiques, Douanes, Concurrence, Consommation et Répression des fraudes et Insee tire la sonnette d'alarme sur leurs conditions de travail.

Le manque de reconnaissance, le stress, l'augmentation des agressions, les perspectives de suppressions d'emplois pour 2014 et les restructurations sont autant de facteurs concourant à cette dégradation. Du guichetier au cadre, toutes les catégories de fonctionnaires sont frappées.

Ce rapport fait écho à une lettre ouverte unitaire des fédérations des finances qui ont interpellé les responsables ministériels sur les conditions particulièrement dégradées dans lesquelles travaillent aujourd'hui ces agents.

Égalité

Double peine

Selon une étude sur « l'accès à l'emploi des personnes handicapées en 2011 » réalisée par la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), le taux de chômage des personnes ayant une reconnaissance administrative de handicap s'élevait à 21% en 2011, soit plus du double du niveau enregistré pour la population totale la même année (9%).

Les employés et ouvriers sont « surreprésentés » parmi ceux reconnus porteurs de handicaps, note également la Dares.

Quelque 39% d'entre eux sont employés (29% pour l'ensemble de la population en emploi) et 35% ouvriers (21% pour l'ensemble), alors qu'ils ne sont que 6% à occuper un poste de cadre (18% pour l'ensemble).